

# GAO : À L'OMBRE DES ASSASSINATS

Même le football fuit Gao. Les matches du championnat national devant se jouer dans la ville seront délocalisés à Mopti, « en raison de la crise sécuritaire et de l'éventualité de l'absence de moyens de transport aérien et / ou du coût y afférent », informe le nouveau règlement spécial de la Ligue 1 malienne. Le climat n'est pas favorable pour jouer au ballon dans ce no man's land animé par des incidents sécuritaires des plus spectaculaires. Le dernier en date, l'assassinat de l'opérateur économique Abdoulaye Baba Koné. Dans la nuit du 8 au 9 février dernier, il a été abattu aux environs de 3 heures à son domicile par des hommes armés non identifiés. Meurtre qui s'ajoute à la longue liste des assassinats ciblés qui endeuillent la ville de Gao depuis 2012.

BOUBACAR DIALLO

Le 26 janvier, c'est une clinique privée qui a été braquée par des hommes armés et les patients dépossédés de leurs biens. La veille, un jeune homme avait été tué au quartier Sosso Koira par trois hommes armés. Le 24 janvier, c'est un membre du GATIA (un groupe d'autodéfense, ndlr) qui était tué par deux individus armés à bord d'un véhicule. Ces trois jours suffisent pour résumer la situation sécuritaire de la ville de Gao et donner une indication de ce qu'est devenu le quotidien de ses habitants. « Aujourd'hui, les populations sont devenues des otages malgré elles. Nous sommes déçus parce que nous ne pouvons pas comprendre que malgré le dispositif militaire en place les populations continuent toujours d'être traquées. Pis encore, imaginez qu'en plein jour à Gao, vous ne pouvez pas porter de beaux habits, vous ne pouvez pas être dans une belle voiture, de peur d'être enlevé », témoigne Almahady Moustapha Cissé, Coordinateur de Songhoy Chawaara Batoo, une coalition d'une dizaine d'organisations et de faitières de la communauté de culture songhoy.

**Les opérateurs économiques ciblés** Parmi les victimes figurent plusieurs opérateurs économiques de la ville. Abdoulaye Baba Koné, Abdoulaye Oumar Maïga,

Hama Hiya, Hassan Tall, tous opérateurs économiques, ont été ciblés et abattus dans Gao. Le 13 décembre 2020, Abdoulaye Adama échappe à une tentative d'assassinat. Touché par une balle, il survit. Cette situation pousse la Cité des Askia à se demander à qui profiteraient ces assassinats. « Dans la situation où les groupes terroristes sont vaincus, les ressources financières de l'extérieur n'étant plus à jour, les rançons ne pouvant plus financer leurs activités, les ressources locales sont prioritaires. Pour se financer, les terroristes recourent à la criminalité. Les opérateurs économiques sont obligés de payer pour sécuriser leurs business. Au cas où un opérateur économique refuse, alors il sera une cible », explique le Dr. Mady Ibrahim Kanté, chercheur asso-



La ville de Gao est le théâtre de plusieurs situations d'insécurité et ce, en dé-

comptent par le commerce, l'intelligence, le militantisme, pour les effrayer afin qu'ils quittent la ville. À Ansongo, il y a eu des menaces de mort. Certains opérateurs n'y sont plus. Il en est de même à Gao ».

compter les 600 éléments du Mécanisme opérationnel de coordination (MOC) et les centaines d'éléments des forces de sécurité et de défense maliennes. Cependant, malgré cette présence militaire, les enlèvements, braquages et

**Les populations sont devenues des otages. Nous sommes déçus, parce que nous ne pouvons pas comprendre que, malgré le dispositif militaire en place, les populations continuent toujours d'être traquées.**

cié au Timbuktu Institute. « Il y a certains observateurs qui pensent qu'il s'agit d'un règlement de comptes entre opérateurs économiques », soutient Mohamed Ag Ismaël, chercheur. Cependant, pour Almahady Moustapha Cissé, c'est plus que cela. « C'est une forme de terrorisme pour chasser tous ceux qui

**Incompréhension** À Gao, plusieurs forces militaires se côtoient, mais la sécurité est toujours des plus préoccupantes. C'est ce contraste qui en étonne plus d'un. L'opération française Barkhane y tient une base de 1 600 soldats et la force onusienne, la Minusma, en déploie plus de 4 000 dans la région. Cela sans

assassinats ciblés sont monnaie courante, avec une facilité élatante. D'où l'incompréhension et la colère. « C'est un manque de courage politique. Une ville comme Gao, avec des camps et autant de moyens militaires! Soit ils voient et ferment les yeux ou alors ils n'ont aucune volonté de faire face », déclare Almahady Moustapha

# ATS CIBLÉS



pit d'une forte présence de forces sécuritaires.

## REPÈRES

**Près de 24 000** ex-combattants enregistrés dans la région de Gao.

**9635** ex-combattants avec des armes de guerre.

**Près de 15 000** ex-combattants avec des munitions : près de 15 000.

Cissé. Pour le chercheur Mohamed Ag Ismaël, « cela ne peut s'expliquer que par des complicités à l'intérieur de la ville et au sein des forces qui contrôlent les sorties de Gao. Le fait est que les auteurs connaissent très souvent leurs victimes et leurs emplois du temps ». Le Secrétaire général de la Fédération des organisations de résistance civile de Gao (FORC-G) abonde dans

le même sens et va même plus loin. Pour Halidou Malicki, « le laxisme » des forces en charge de la sécurité favorise une telle situation. « À Gao, on circule librement, sans qu'on sache qui est qui et qui fait quoi. Il y a un certain laxisme des forces de défense et de sécurité aux différents postes de contrôle de la région. Il suffit simplement d'avoir quelques liasses de billets pour pouvoir entrer dans la ville. Il n'y a pas non plus de fouilles minutieuses au niveau des postes d'entrée. Et nous ne sentons pas la présence de l'armée. Quant aux forces étrangères, les patrouilles qu'elles ont l'habitude de mener ne sont pas en réalité de nature à dissuader ceux qui veulent commettre des faits en ville », tempête-t-il.

**Prolifération d'armes** Face à cette nouvelle forme d'insé-

curité, qui va croissant dans la ville de Gao, le gouverneur de la région, le général Moussa Traoré, a décidé le 12 février dernier d'instaurer un couvre-feu et d'interdire la circulation des véhicules non immatriculés à l'exception de ceux des forces armées et de leurs partenaires. Le lendemain, des opérations de patrouille dans la ville ont permis de saisir en neuf heures chrono « 6 véhicules dont 5 pick-up et 1 Hilux, 11 armes de guerre, des munitions en vrac et d'autres matériels de combat ».

Cela corrobore une thèse largement répandue : la prolifération des armes est le terreau de l'insécurité à Gao. « Cela ne me surprend pas que des armes puissent être retrouvées dans des véhicules, parce que chacun aussi se sécurise. C'est une ville où l'on tue les gens tous les jours. Individuellement, chacun aussi cherche à se défendre », explique Moussa Boureima Yaro, Coordinateur du Mouvement des Jeunes Patrouilleurs de Gao, qui menait des patrouilles citoyennes en 2012 pour veiller sur la sécurité des personnes et de leurs biens alors que la ville était entre les mains des djihadistes.

Selon Georges Berghezan, chargé de recherche au Groupe de recherche et d'informations sur la paix et la sécurité (GRIP), « ce qui favorise la prolifération des armes dans le Nord, c'est d'abord la grande disponibilité d'armes illicites dans la région, due à plusieurs conflits, en cours ou récemment achevés, et la perméabilité des frontières des pays du Sahel. En outre, selon certaines estimations (ni officielles ni étayées), au moins 30% des armes illicites proviendraient des stocks nationaux (principalement FAMa), que ce soit par la vente illicite ou la perte au combat. Pour le nombre d'armes illicites au Mali, et a fortiori dans la région de Gao, le GRIP ne dispose d'aucune estimation. Notez que l'institut Small

## 3 QUESTIONS À



### ABDOUL KADER CISSOKO

**Chef de Cabinet à la CNDDR**

#### 1 Quel bilan tirez-vous du processus DDR ?

Nous avons procédé à un recensement qui a donné près de 74 000 ex combattants. Nous avons fait un tri pour déterminer ceux qui étaient éligibles au désarmement pour enfin trouver un nombre de 30 000 personnes qui répondent aux critères. Nous avons pu désarmer les éléments des 3 MOC de Tombouctou, Gao et Kidal, soit un effectif de 1 840 personnes qui est l'embryon de la nouvelle armée reconstituée.

#### 2 Où en sommes-nous avec le « grand » DDR ?

Lors du sommet de Pau, les chefs d'État ont demandé au Mali d'élever les 1 840 éléments du MOC à 3 000. Nous sommes dans les dispositions pour faire cela. C'est après que nous allons commencer le grand DDR, le screening des 30 000 personnes qui répondent aux critères afin de voir quels éléments intégreront l'armée mais aussi les corps constitués de l'État.

#### 3 Quelles sont les difficultés rencontrées ?

Les mouvements pensent qu'ils ne peuvent pas se désarmer tant que les problèmes institutionnels et politiques ne sont pas gérés, alors que le gouvernement voudrait qu'on procède rapidement au désarmement. Il y a un chronogramme établi par le ministère de la Réconciliation qui fixe en principe le début du grand DDR à mars. Mais il y a plusieurs préalables qu'il faut gérer. ■

Arms Survey estimait que, en 2017, 206 000 armes à feu se trouvaient aux mains de civils au Mali (le terme « civil » étant attribué à toute personne non membre des forces de défense et sécurité), 15 800 aux mains des militaires et 3 000 aux mains des forces de l'ordre. La persistance de conflits non résolus dans le Nord m'apparaît donc comme le principal moteur de la prolifération des armes et leur utilisation meurtrière », explique-t-il.

La ville de Gao compte plusieurs mouvements armés, dont les principaux sont les ex indépendantistes de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme. Selon des données de la Commission nationale de désarmement, démobilisation et de réinsertion (CNDDR) datant de janvier 2021, près de 24 000 ex combattants ont été enregistrés dans la région de Gao, dont 9 635 avec des armes

de guerre et près de 15 000 avec des munitions. 6 770 des ex combattants appartiennent à la Plateforme et 1 761 à la CMA. Grâce au processus DDR, 200 éléments de chacun des deux mouvements composent, à côté de 200 autres éléments de l'armée malienne, le Mécanisme opérationnel de coordination (MOC), qui effectue des patrouilles mixtes pour la sécurisation des personnes et de leurs biens. Cependant, certains éléments de ce mécanisme sont soupçonnés d'être derrière les braquages, enlèvements et assassinats ciblés dans la ville. « Beaucoup de cas ont révélé que certains auteurs d'actes de banditisme sont des éléments du MOC. Il y a eu beaucoup de cas où les présumés auteurs, pris ou pourchassés, se sont révélés être des éléments du MOC. Nous avons demandé, le temps qu'on puisse faire le grand DDR, de faire sortir le MOC hors de la ville, pour

permettre de contrôler qui y entre, qui en sort, qui est détenteur d'armes et qui ne l'est pas », explique Almahady Moustapha Cissé.

Outre certains éléments du MOC, des soupçons pèsent également sur les groupes armés présents dans la ville. Faute de voir leurs besoins comblés, certains de leurs membres se lanceraient dans des actes de banditisme. « Il y a des éléments non contrôlés de l'ex rébellion, des mouvements d'autodéfense, etc. Mais je tiens à préciser que ces éléments agissent pour leur propre compte, même si le retard dans l'application de l'Accord pour la paix a sa part de responsabilité. Des jeunes armés sans revenus ont quand même besoin de survivre. Mais, encore une fois, cela ne peut en aucun cas justifier les tueries », explique Mohamed Ag Ismaël. Pour Almahady Moustapha Cissé, même des militaires maliens feraient partie des

auteurs. « Ceux qui attaquent, il y en a partout. Récemment on a compris qu'il y avait des militaires. Une fois, un garde a quitté Bourem pour venir mener une attaque à Gao ».

En attendant que les nouvelles mesures sécuritaires prises par les autorités de la région aient l'effet escompté, la ville est pour l'heure un véritable « Far North ». Situation que voudrait voir changer la Coalition Songhoy Chawaara Batoo, au risque de « prendre ses responsabilités pour protéger sa communauté contre une épuration ethnique qui ne dit pas son nom à travers ces assassinats ciblés ». Prendre les armes ? « Pour le moment nous n'en sommes pas encore arrivés là. Nous avons d'abord toute une panoplie de moyens et de leviers légaux, dont nous allons nous servir pour faire comprendre notre cause », conclut Almahady Moustapha Cissé. ■

## FORCES EN PRÉSENCE À GAO

### BARKHANE

Base de  
**1 600 soldats** à Gao



### MINUSMA

**4 180 soldats**  
sont déployés dans la région



### FORCES DE SÉCURITÉ MALIENNES

**+ de 600 éléments** des forces de sécurité maliennes (police/gendarmerie/garde nationale et protection civile).



**GAO**

### LE MÉCANISME OPÉRATIONNEL DE COORDINATION

Il regroupe **600 éléments** :  
- **400 des groupes armés** (Plateforme et Coordination des mouvements de l'Azawad)  
- **200 FAMA**.

